

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 3663

[C - 2001/27751]

29 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la Société spécialisée Société wallonne des Aéroports (SOWAER)

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, notamment les articles 6, X, 1^{er} alinéa, 7°, et 69;

Vu l'article 1^{er} *bis* de la loi du 18 juillet 1973;

Vu le décret du 6 mai 1999 autorisant le Gouvernement wallon à créer des sociétés spécialisées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 autorisant la SOGEPÀ à constituer pour le compte de la Région wallonne, selon les statuts approuvés par les décisions gouvernementales des 23 mai, 8 juin et 14 juin 2001 une société spécialisée dénommée en abrégé SOWAER;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2001;

Considérant que les statuts de la SOWAER disposent qu'elle a notamment pour objet de créer toutes zones d'activités industrielles, économiques ou mixtes, dont le développement peut être favorisé par la proximité d'un aéroport régional, ainsi que d'assurer, aux termes des missions déléguées particulières qui lui seront confiées par le Gouvernement et pour compte de la Région, la gestion des programmes environnementaux décidés par la Région et ce, dans le cadre d'un budget fixé;

Considérant qu'il convient, en exécution des décisions des 8 février et 23 mai 2001, de préciser et compléter lesdites missions déléguées confiées à la SOWAER;

Considérant qu'il convient par le présent arrêté, de fixer le cadre d'une telle mission, les moyens affectés à son exécution et la rémunération à octroyer;

Considérant que tant la déclaration de politique régionale que le contrat d'avenir disposent que les aéroports régionaux constituent des pôles de développement économique et de création d'emplois importants;

Que cette politique économique doit cependant s'inscrire dans le cadre du développement durable et dans cette perspective, est indissociable de la politique environnementale et que dès lors, les mesures à prendre en faveur des riverains ne peuvent être abstraites du développement voulu;

Que dans ce cadre, le Gouvernement s'est engagé à accélérer la mise en œuvre de mesures en vue de limiter les nuisances causées par ces activités et assurer à la population proche des aéroports des conditions de vie convenables;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. La SOWAER est chargée de la mise en œuvre, du suivi et du financement des mesures adoptées par le Gouvernement et le Ministre compétent notamment en exécution de l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

A cette fin, la SOWAER interviendra, entre autres :

- dans l'acquisition d'immeubles bâtis ou non bâtis dans les zones du plan d'exposition au bruit et dans le cadre de l'application du principe d'égalité défini à l'article 1^{er bis}, § 3, 10°, de la loi précitée;
- dans l'octroi de primes à l'isolation des habitations situées dans les zones du plan d'exposition au bruit;
- dans l'octroi de primes de déménagement au titulaire d'un bail de résidence principale;
- dans l'octroi de primes pour troubles commerciaux et professionnels;
- dans la mise en place et la gestion d'un réseau permanent de mesures des nuisances sonores;
- dans la mise en œuvre d'un service d'information aux riverains.

L'exécution de ces délégations se fera conformément aux arrêtés ou décisions du Gouvernement wallon.

L'exécution des mesures prévues à l'alinéa 1^{er} qui lui sont déléguées par le Gouvernement ou par le Ministre qui a la Gestion des Aéroports dans ses attributions fait l'objet d'un protocole d'accord entre la SOWAER et les différentes administrations concernées. Ce protocole est arrêté par ledit Ministre et approuvé par le Gouvernement. Il définit les missions de chacune des parties et leur mode de collaboration.

La SOWAER prend toutes dispositions utiles pour l'exécution de sa mission et peut entreprendre toute opération se rapportant directement ou indirectement à l'objet de ses missions déléguées prévues à l'article 1^{er} ou de nature à en favoriser la réalisation. Dans le respect de la loi sur les marchés publics, elle peut recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à leur réalisation.

Art. 2. La SOWAER est chargée de mener ou faire mener toutes études et toutes actions en rapport avec les missions définies à l'article 1^{er}.

Elle agit à la demande ou de l'accord du Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions.

Elle exécute ses instructions et lui fait rapport périodiquement sur les résultats obtenus.

Art. 3. Pour la réalisation de la mission définie par le présent arrêté, la Région wallonne met à la disposition de la SOWAER annuellement, les moyens prévus à l'article 31.10.00 du programme 54.02 du budget de la Région wallonne. Ces moyens sont versés par quart trimestriel dans le courant du premier mois de chaque trimestre civil.

Le produit des placements des sommes versées au titre de l'article 3, alinéa 1^{er}, accroît les moyens de la SOWAER pour la réalisation de ladite mission.

Art. 4. La SOWAER impute sur les moyens visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, ou sur une allocation budgétaire spécifique créée à cette fin les honoraires et frais des avocats et experts dont le concours est nécessaire en vue de conseiller la Région wallonne et défendre ses intérêts dans le cadre des missions prévues par le présent arrêté.

Le Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions désigne les avocats et experts et approuve, avant paiement, leurs états d'honoraires et de frais.

Art. 5. Dans l'attente du transfert à la SOWAER des immeubles acquis par la Région wallonne dans les zones économiques de Velroux-Crotteux, la SOWAER assure dès que le crédit budgétaire est épuisé le financement des coûts d'acquisition de ces immeubles ainsi que tous les frais y afférents et en perçoit les produits acquis et futurs.

Ces dépenses seront imputées sur la subvention prévue à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Art. 6. La rémunération de la mission déléguée prévue par le présent arrêté est imputée sur une subvention spécifique créée à cet effet.

Art. 7. La SOWAER fournit trimestriellement au Gouvernement un rapport comptable et d'activités reprenant notamment un état d'avancement des mesures visées à l'article 1^{er} et des dépenses exposées pour leur réalisation ainsi qu'une prévision quant à l'exécution des mesures prochaines et leur coût.

Art. 8. Le Ministre qui a la Gestion des Aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 3663

[C — 2001/27751]

29. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Ausübung von spezifischen, der "Société wallonne des Aéroports (SOWAER)" (Wallonische Flughafengesellschaft) anvertrauten abgeordneten Aufgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 6, X, Absatz 1, 7°, und 69;

Aufgrund von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999, durch das die Regierung zur Gründung spezialisierter Gesellschaften ermächtigt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001, durch den die "SOGÉPA" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft) ermächtigt wird, gemäß den durch die Regierungsbeschlüsse vom 23. Mai, vom 8. Juni und vom 14. Juni 2001 genehmigten Satzungen eine abgekürzt "SOWAER" genannte spezialisierte Gesellschaft für Rechnung der Wallonischen Region zu gründen;

Aufgrund des am 21. November 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. November 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass die SOWAER laut ihrer Satzungen insbesondere zum Zweck hat, alle industriellen, wirtschaftlichen oder gemischten Gewerbegebiete zu schaffen, deren Entwicklung durch die Nähe eines regionalen Flughafens gefördert werden kann, sowie in den Begrenzungen der bereitgestellten Haushaltsmittel die von der Region verabschiedeten Umweltprogramme gemäß den ihr von der Regierung anvertrauten abgeordneten Aufgaben für Rechnung der Region zu verwalten;

In der Erwägung, dass es in Ausführung der Beschlüsse vom 8. Februar und vom 23. Mai 2001 Anlass gibt, diese der "SOWAER" anvertrauten abgeordneten Aufgaben genauer zu bestimmen und zu ergänzen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, den Rahmen einer solchen Aufgabe sowie die für ihre Ausführung bereitgestellten Haushaltsmittel und die zu verleihende Vergütung durch den vorliegenden Erlass festzusetzen;

In der Erwägung, dass sowohl in der regionalpolitischen Erklärung als auch im Vertrag für die Zukunft feststeht, dass die regionalen Flughäfen wichtige Pole für die wirtschaftliche Entwicklung und die Arbeitsbeschaffung sind;

In der Erwägung, dass diese Wirtschaftspolitik jedoch im Sinne der nachhaltigen Entwicklung zu betreiben ist, dass sie in dieser Perspektive nicht von der Umweltpolitik zu trennen ist, und dass die Maßnahmen zugunsten der Anwohner daher nicht ohne Berücksichtigung der gewünschten Entwicklung ergriffen werden dürfen;

In der Erwägung, dass sich die Regierung in diesem Rahmen verpflichtet hat, die Durchführung von Maßnahmen zu beschleunigen, die darauf abzielen, die durch diese Tätigkeiten verursachten Belästigungen zu begrenzen und den Leuten in der Nähe der Flughäfen normale Lebensbedingungen zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Die "SOWAER" ist mit der Durchführung, der Aufsicht und der Finanzierung der Maßnahmen beauftragt, die von der Regierung und von dem zuständigen Minister insbesondere in Ausführung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung getroffen worden sind.

Zu diesem Zweck ist die Beteiligung der SOWAER unter anderem in den folgenden Fällen vorgesehen:

- Erwerb von bebauten oder unbebauten Immobiliengütern in den Zonen des Lärmbelastungsplans der regionalen Flughäfen unter Anwendung des in Artikel 1bis, § 3, 10°, des vorgenannten Gesetzes bestimmten Gleichheitsgrundsatzes;

- Gewährung von Prämien zur Isolierung der Wohnungen, die innerhalb der Zonen des Lärmbelastungsplans gelegen sind;

- Gewährung von Umzugsprämien an den Inhaber eines Mietvertrags für seinen Hauptwohnsitz;

- Gewährung von Prämien wegen kommerzieller und beruflicher Störungen;

- Einführung und Verwaltung eines ständigen Netzes zur Messung der Lärmbelästigung;

- Einführung eines Informationsdienstes für die Anwohner.

Die Abordnung dieser Aufgaben erfolgt gemäß den Erlassen oder Beschlüssen der Wallonischen Regierung.

Für die Ausführung der in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen, die von der Regierung oder vom für die Verwaltung der Flughäfen zuständigen Minister abgeordnet werden, wird ein Vereinbarungsprotokoll zwischen der "SOWAER" und den verschiedenen betroffenen Verwaltungsbehörden erstellt. Dieses Protokoll wird von dem betroffenen Minister erlassen und von der Regierung genehmigt. Darin werden die Aufgaben jeder Vertragspartei und deren Zusammenarbeitverfahren bestimmt.

Die "SOWAER" trifft jede zur Erfüllung ihrer Aufgaben nützliche Maßnahme und darf jede Aktion unternehmen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit dem Gegenstand ihrer in Artikel 1 vorgesehenen abgeordneten Aufgaben steht oder zu deren Verwirklichung beitragen kann. Unter Einhaltung des Gesetzes über öffentliche Aufträge darf sie Drittpersonen heranziehen und sie mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Verwirklichung der obenerwähnten Aufgaben nützlich ist.

Art. 2 - Die "SOWAER" ist damit beauftragt, jede Studie und jede Aktion in Verbindung mit den in Artikel 1 bestimmten Aufgaben zu führen bzw. führen zu lassen.

Sie handelt auf Antrag oder mit der Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeiten die Flughäfen gehören.

Sie führt seine Anweisungen aus und erstattet ihm regelmäßig Bericht über die erzielten Ergebnisse.

Art. 3 - Zur Durchführung der im vorliegenden Erlass definierten Aufgabe stellt die Wallonische Region der "SOWAER" die in Artikel 31.10.00 des Programms 54.02 des Haushaltsplans der Wallonischen Region bereitgestellten Mittel jährlich zur Verfügung. Diese Mittel werden im Laufe des ersten Monats eines jeden Kalenderquartals in dreimonatlichen Viertelanteilen eingezahlt.

Durch den Ertrag der Anlage der aufgrund von Artikel 3, Absatz 1, eingezahlten Beträge werden die zur Verfügung der "SOWAER" stehenden Mittel zur Erfüllung der besagten Aufgabe erhöht.

Art. 4 - Die "SOWAER" rechnet zu Lasten der in Artikel 3, Absatz 1, erwähnten Mittel oder zu Lasten einer zu diesem Zweck geschaffenen Basiszuwendung die Honorare und Kosten für Anwälte und Experten an, deren Mitwirkung zur Beratung der Wallonischen Region und zur Verteidigung ihrer Interessen im Rahmen der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Aufgaben notwendig ist.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, bestellt die Anwälte und Experten und genehmigt ihre Honorar- und Kostenaufstellungen vor deren Zahlung.

Art. 5 - In Erwartung der Übertragung an die "SOWAER" der von der Wallonischen Region in den Wirtschaftsgebieten von Velroux-Crotteux erworbenen Immobiliengüter übernimmt die "SOWAER" ab der Erschöpfung des Haushaltskredits die Finanzierung der Erwerbskosten dieser Immobiliengüter sowie alle damit verbundenen Kosten, und bezieht deren erlangte bzw. zukünftige Erträge.

Diese Ausgaben sind zu Lasten des in Artikel 3, Absatz 1, vorgesehenen Zuschusses anzurechnen.

Art. 6 - Die Vergütung der abgeordneten Aufgabe, die im vorliegenden Erlass vorgesehen ist, wird zu Lasten eines besonderen zu diesem Zweck geschaffenen Zuschusses angerechnet.

Art. 7 - Quartalsweise übergibt die "SOWAER" der Regierung einen Buchhaltungs- und Tätigkeitsbericht mit u.a. einem Entwicklungsstand der in Artikel 1 erwähnten Maßnahmen und der für deren Durchführung ausgelegten Ausgaben sowie eine Aussicht über die Durchführung und die Kosten der nächsten Maßnahmen.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. November 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 3663

[C - 2001/27751]

29 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitoefening van bijzondere gemachtigde opdrachten toevertrouwd aan de gespecialiseerde maatschappij « Société wallonne des Aéroports » (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 6, X, eerste lid, 7°, en 69;

Gelet op artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 waarbij de Waalse Regering wordt gemachtigd om gespecialiseerde maatschappijen op te richten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 waarbij de « SOGEPa » wordt gemachtigd om voor rekening van het Gewest een gespecialiseerde maatschappij in het kort « SOWAER » genoemd op te richten, overeenkomstig de statuten goedgekeurd bij de regeringsbeslissingen van 23 mei, 8 juni en 14 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2001;

Overwegende dat de statuten van de « SOWAER » bepalen dat bedoelde maatschappij met name tot doel heeft iedere industrie-, bedrijfs- of gemengde ruimte aan te leggen waarvan de ontwikkeling bevorderd kan worden dankzij de nabijheid van de gewestelijke luchthaven en in het kader van een vastgestelde begroting en in opdracht van het Gewest het beheer op zich te nemen van de door het Gewest besloten milieuprogramma's, overeenkomstig de bijzondere gemachtigde opdrachten die haar door de Regering zullen worden toevertrouwd;

Overwegende dat overeenkomstig de beslissingen van 8 februari en 23 mei 2001 bedoelde gemachtigde opdrachten die aan de « SOWAER » worden toevertrouwd, moeten worden bepaald en aangevuld;

Overwegende dat het kader van een dergelijke opdracht, de voor haar uitvoering bestemde middelen en de toe te kennen bezoldiging in dit besluit moeten worden bepaald;

Overwegende dat zowel de gewestelijke beleidsverklaring als het toekomstcontract bepalen dat de gewestelijke luchthavens economische ontwikkelingskernen zijn en dat ze voor veel werkgelegenheid zorgen;

Dat dit economische beleid evenwel in het kader van de duurzame ontwikkeling moet passen en dat het in het licht daarvan niet te scheiden is van het milieubeleid en dat er in de geplande ontwikkeling rekening dient te worden gehouden met de ten gunste van de omwoners te nemen maatregelen;

Dat de Regering zich in dit kader ertoe verbonden heeft om de uitvoering van de maatregelen te versnellen teneinde de door deze activiteiten veroorzaakte hinder te beperken en behoorlijke levensvoorwaarden te waarborgen voor de omwoners;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. De « SOWAER » is belast met de uitvoering, de opvolging en de financiering van de maatregelen aangenomen door de Regering en de bevoegde Minister met name in uitvoering van artikel 1*bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

Daartoe zal de « SOWAER » onder andere tussenbeide komen in :

- de aankoop van al dan niet bebouwde onroerende goederen in de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder en in het kader van de toepassing van het gelijkheidsbeginsel bepaald in artikel 1*bis*, § 3, 10°, van bovengenoemde wet;

- de toekenning van premies voor de isolatie van de woningen gelegen in de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder;

- de toekenning van premies voor de verhuizing van de houders van een huurovereenkomst voor een hoofdverblijfplaats;

- de toekenning van premies wegens handels- en beroepsverstoringen;

- de opstelling en het beheer van een permanent raster voor de meting van de geluidshinder;

- de implementatie van een informatiedienst voor de omwoners.

Deze gemachtigde opdrachten zullen worden uitgevoerd overeenkomstig de besluiten of beslissingen van de Waalse Regering.

De uitvoering van de in het eerste lid bedoelde maatregelen die haar door de Regering of de Minister bevoegd voor het beheer van de luchthavens worden toevertrouwd, maakt het voorwerp uit van een akkoordprotocol tussen de « SOWAER » en de verschillende betrokken besturen. Dat protocol wordt door de Minister vastgesteld en door de Regering goedgekeurd.

Het bepaalt de opdrachten van elke partij en hun wijze van samenwerking.

De « SOWAER » neemt alle nodige maatregelen voor de uitvoering van haar opdracht en kan elke handeling ondernemen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op het voorwerp van haar in artikel 1 bedoelde gemachtigde opdrachten of van dien aard dat ze de verwezenlijking ervan bevordert. Met inachtneming van de wet op de overheidsopdrachten kan ze een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die nuttig is voor de verwezenlijking ervan.

Art. 2. De « SOWAER » is ermee belast alle onderzoeken en acties betreffende de in artikel 1 bepaalde opdrachten uit te voeren of te laten uitvoeren.

Ze handelt op verzoek of met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Luchthavens behoren. Ze voert zijn opdrachten uit en brengt hem periodiek verslag uit over de geboekte resultaten.

Art. 3. Voor de verwezenlijking van de in dit besluit bepaalde opdracht stelt het Waalse Gewest jaarlijks de middelen bedoeld in artikel 31.10.00 van programma 54.02 van de begroting van het Waalse Gewest ter beschikking van de « SOWAER ». Deze middelen worden per driemaandelijks vierde gestort binnen de eerste maand van elk kwartaal.

De opbrengst van de beleggingen van de overeenkomstig artikel 3, eerste lid, gestorte sommen verhoogt de middelen van de « SOWAER » voor de verwezenlijking van bovengenoemde opdracht.

Art. 4. De « SOWAER » rekent op de in artikel 3, eerste lid, bedoelde middelen of op een daartoe opgerichte bijzondere begrotingsallocatie de honoraria en kosten toe van de advocaten en deskundigen van wie de samenwerking nodig is om het Waalse Gewest raad te geven en om zijn belangen te verdedigen in het kader van de in dit besluit bedoelde opdrachten. De Minister tot wiens bevoegdheden de Luchthavens behoren, wijst de advocaten en deskundigen aan en keurt, vóór de betaling, hun honoraria en kosten goed.

Art. 5. In afwachting van de overdracht aan de « SOWAER » van de gebouwen aangekocht door het Waalse Gewest in de bedrijfsruimten van Velroux-Crotteux zorgt de « SOWAER », zodra het begrotingskrediet uitgeput is, voor de financiering van de kosten voor de aankoop van deze gebouwen alsmede voor de desbetreffende kosten en int ze de verworven en toekomstige opbrengsten daarvan.

Deze uitgaven zullen worden toegerekend op de in artikel 3, eerste lid, bedoelde toelage.

Art. 6. De bezoldiging van de in dit besluit bedoelde machtigde opdracht wordt toegerekend op een daartoe opgerichte specifieke toelage.

Art. 7. De « SOWAER » maakt driemaandelijks een boekhoud- en activiteitenverslag aan de Regering over met de vermelding met name van de ontwikkelingsstand van de in artikel 1 bedoelde maatregelen en van de voor de uitvoering ervan gedane uitgaven alsmede van prognoses betreffende de uitvoering van de eerstvolgende maatregelen en van de kosten ervan.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden het Beheer van de Luchthavens behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA